

Les révolutions ne sont plus ce qu'elles étaient

La semaine politique

D.S. Miéville, Journaliste

Les révolutions ne sont plus ce qu'elles étaient et l'on ne saurait comparer l'écho des événements que connaît l'Afrique du Nord à celui qu'eurent, en d'autres temps, les révolutions en Europe de l'Est. Mais, indépendamment de cela, on constate que les secousses enregistrées sur la scène internationale ont tendance à apparaître, en Suisse, sous un éclairage particulier lorsqu'elles surviennent, de façon tout à fait aléatoire, en année électorale. Les révolutions n'échappent pas à ce constat. L'enjeu électoral décape les réactions du monde politique de tout ce qui n'est pas

14/69

directement lié aux préoccupations essentielles relatives aux élections fédérales d'octobre.

Sans vouloir jouer les prophètes et encore moins les spécialistes, il n'est pas impossible que les soulèvements populaires que connaît le monde arabe se traduisent par des bouleversements géostratégiques comparables à ceux qu'a entraînés la chute du communisme à la fin du XXe siècle. Dans ce contexte, les réactions enregistrées à Berne, telles qu'elles s'expriment en particulier dans les interpellations urgentes destinées à nourrir, à la fin de la session, une séance de pur bavardage dont le Conseil national a le secret, trahissent une surprenante trivialité et une vision à très courte vue. La seule chose qui, au fond, intéresse les parlementaires dans les événements d'Afrique du Nord, c'est le flot migratoire qui pourrait battre les frontières de la Suisse et les meilleurs moyens de l'endiguer.

On ne saurait prétendre que cette préoccupation est injustifiée et injustifiable, mais elle est peut-être un peu courte et partielle. Et tant qu'à rester dans le court, voire le moyen terme et les préoccupations très concrètes, on s'étonnera que la question de l'Helvétistan n'ait pas été évoquée dans ce contexte. Contrairement à d'autres Etats européens, la Suisse n'est pas très visiblement compromise avec les régimes qui ont chuté ou qui sont en train de chuter au Sud de la Méditerranée. S'agissant plus précisément de la Libye, elle s'est même illustrée par de spectaculaires démêlés avec le pouvoir en place à Tripoli plutôt que par des compromissions. Il pourrait en aller autrement, le cas échéant, avec les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale.

Rappelons que la Suisse a pu, lorsqu'elle est entrée dans les institutions de Bretton Woods en 1992, c'est-à-dire le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, obtenir un siège au conseil d'administration en formant un groupe de vote plutôt hétéroclite et pittoresquement baptisé Helvétistan, où elle côtoie, aujourd'hui, la Pologne, la Serbie, l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Cette opération, assez hasardeuse et mouvementée si l'on en croit certains témoins, qui permettait à la Suisse d'obtenir un droit de codécision loin d'être évident en fonction de son poids politique, est à ranger au nombre des hauts faits de la diplomatie helvétique. La question est aujourd'hui assez

délicate, dans la mesure où la Suisse est menacée de perdre son siège, suite à un rééquilibrage interne de l'organisation. Il n'en demeure pas moins que les Etats d'Asie centrale membres de l'Helvétistan, au chapitre de la confiscation du pouvoir, des violations des droits de l'homme et du pillage des ressources du pays par la clique au pouvoir, n'ont rien à envier aux dictatures d'Afrique du Nord, avec en plus un zeste de satrapisme oriental et une traînée résiduelle de vices du régime soviétique. On ose espérer que le jour où tout cela nous sautera à la figure, le Conseil fédéral aura un argumentaire nourri d'autre chose que de l'existence de quelques colloques sur la bonne gouvernance pour justifier des liaisons à la fois utiles et dangereuses. Pour l'heure, ça ne paraît intéresser personne, à la notable exception du chroniqueur de Domaine public et du conseiller aux Etats tessinois Dick Marty.

Un autre aspect troublant de la question est que nul ne s'avise du fait que la spécificité suisse, la neutralité, la nonappartenance à l'UE, la réputation supposée de nos bons offices, ne sont d'aucune utilité dans ce contexte, pas plus qu'elles ne l'ont été du reste dans la crise ouverte avec la Libye. La Suisse est-elle perçue au Maghreb, autrement que la France de Sarkozy et l'Italie de Berlusconi? Ça n'en a pas l'air et c'est normal, puisque nous tenons à peu près le même langage.